TERRORISME L'ETA pose des bombes depuis les années 70. Plus de 200 000 personnes, juges, journalistes, professeurs, élus, patrons refusant de payer «l'impôt révolutionnaire»... auraient fui le pays basque.

LE CONFLIT BASQUE EN BREF

1959

ANNÉE DE CRÉATION DE L'ETA

Mouvement nationaliste, puis marxiste, il se donne pour objectif l'indépendance de la région basque espagnole.

1968

PREMIER ATTENTAT MORTEL DE L'ETA

Le garde civil José Pardines est tué par balles le 7 juin à Aduna.

829

LE NOMBRE DE PERSONNES TUÉES PAR L'ETA

Il s'agit de 343 civils et 486 militaires et policiers.

150

LE NOMBRE DE CLANDESTINS DE L'ETA

L'organisation finance ses actions grâce à un impôt révolutionnaire, à des enlèvements, au trafic de drogues...

18 Maturité
20 Asile
21 Plurilinguisme
22 Parti socialiste
24 Russie
26 Thomas Cottier
28 Jean-Philippe Ceppi
30 Sport
32 Téléréalité
34 Wall Street

Suisse-Espagne

L'ENTENTE SECRÈTE

TERRORISME BASQUE. Officiellement, l'Espagne n'a rien demandé en échange de sa médiation dans la crise libyenne. Noël avant l'heure? Pas vraiment. Madrid a prié Berne de calmer les ardeurs du Groupe «Suisse-Pays basque».

PATRICK VALLÉLIAN

Officiellement, il n'y a pas eu de deal. Si Madrid a œuvré aux côtés des Allemands afin de trouver une issue heureuse à la crise entre Berne et Tripoli, c'était par simple amitié et respect pour notre pays. Et aussi parce que Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé, le ministre des Affaires étrangères ibère, apprécie son homologue Micheline Calmy-Rey, socialiste comme lui. Idem pour le diplomate espagnol de haut rang qui a travaillé des mois durant sur ce dossier ou encore pour le roi Juan Carlos qui a empoigné son téléphone en novembre 2009 et s'est entretenu avec le colonel Kadhafi afin de l'amadouer, c'était cadeau...

Noël avant l'heure? Pas vraiment. Il en va des relations diplomatiques comme de la vie de tous les jours. C'est souvent donnant-donnant. Et aujourd'hui, l'Espagne demande à la Suisse de lui renvoyer l'ascenseur. Car notre partenaire dans l'affaire libyenne est inquiet. Il croit savoir que l'organisation terroriste ETA (Euskadi Ta Askatasuna, Pays basque et liberté en français) a des visées politiques sur notre pays. Pire selon le gouvernement espagnol, les terroristes basques tenteraient d'instrumentaliser notre Parlement par l'entremise du «Groupe Suisse-Peuple basque» qui a changé de nom le 16 juin dernier pour devenir le «Groupe parlementaire d'amitié pour un processus de paix au Pays basque».

DONNANT-DONNANT Après avoir ramené Max Göldi en Suisse en juin dernier, l'Espagne du ministre des Affaires étrangères Moratinos (à droite) attend que la Suisse de Micheline Calmy-Rey lui rende la pareille et ne laisse pas l'ETA avoir pignon sur rue à Berne.

ARND WIEGMANN REUTERS

Rien au hasard. «La création de ce groupe ne doit rien au hasard», estime Noël Pedreira, le représentant en Suisse de la Fondation pour la liberté, une organisation espagnole qui œuvre contre la violence de l'ETA. «Elle est liée au lobbying effectué en mars 2009 sous la Coupole fédérale par Jon Andoni Lekue.»

Une nouvelle stratégie de lutte. Ce militant de Batasuna (la vitrine politique de l'ETA interdite en Espagne et considérée comme terroriste dans d'autres pays) aurait travaillé au corps plusieurs parlementaires helvétiques pour qu'ils suivent l'exemple du Parlement européen, où un groupe d'amitié pour la paix au Pays basque a vu le jour en 2006, et qu'ils lancent une même structure.

«C'est une guerre d'influence qui vise à internationaliser le «conflit basque», constate ›››

>>> Roland Jacquard, président de l'Observatoire international du terrorisme. «L'objectif visé est bien de délégitimiser l'Etat de droit et la démocratie espagnole en l'accusant de violer les libertés et les droits fondamentaux des militants basques.»

Le DFAE confirme. Pas étonnant donc que la question du «Groupe Suisse-Peuple basque» ait été évoquée une première fois par le ministre Moratinos avec Micheline Calmy-Rey lors de sa visite officielle à Berne en octobre 2009. L'Espagne avait alors fait état de son inquiétude au moment même où son ministre des Affaires étrangères promettait pour la première fois d'intervenir pour sortir la Suisse des sables libyens.
Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) confirme. «Le ministre des Affaires étrangères espagnol a communiqué sa préoccupation concernant ce groupe et les contacts entretenus par ce groupe.» Un DFAE qui admet en outre être intervenu auprès de certains parlementaires du groupe, sans vouloir donner de nom: «Nous les avons rendu attentifs au caractère sensible de cette affaire.»
On dit même que Micheline Calmy-Rey aurait décroché son téléphone pour «une séance de sensibilisation personnalisée» avec certains de ses camarades et que les socialistes espagnols auraient également battu le rappel. Raison pour laquelle le conseiller national Carlo Sommaruga (PS/GE), pourtant un des initiateurs de cette initiative avec Josef Zisyadis (La Gauche/VD) a quitté finalement le groupe à l'automne 2009? «Pure spéculation», tranche le Genevois qui aurait même imaginé dissoudre le groupe si cela avait pu faciliter le retour des otages suisses retenus en Libye. «En fait, si je l'ai quitté, c'est que je me suis fixé d'autres priorités et que rien ne bougeait.»

Comme par magie. Il est vrai que le groupe qui devait être présidé par un Vert (Daniel Vischer, ZH), un socialiste (Carlo Sommaruga) et un popiste (Josef Zisyadis) semblait s'être éteint comme par magie après ce premier tir de barrage espagnol.
Mais c'était pour mieux renaître en juin dernier sous la forme d'un copier-coller du groupe du Parlement européen. Le 16 juin plus précisément, soit trois jours après le retour en Suisse de Max Göldi, notre dernier otage en Libye. Dans un avion espagnol. En compagnie de Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé. Et surtout grâce à l'intervention espagnole.
Depuis, les Espagnols refont part de leur «souci», comme l'explique en termes très diplomatiques Fernando Riquelme Lidón, son ambassadeur à Berne *(lire en page 17)*. Et les membres du groupe s'étonnent que leur envie de «promouvoir un processus de résolution dialoguée et négociée du conflit basque» en «tenant compte de la tradition de neutralité et d'expérience de bons offices» de la Suisse puisse faire des vagues.

Offrir une option. «Je reconnais le côté idéaliste de notre démarche qui se calque sur celle de nos collègues euro-

LES MEMBRES DU GROUPE PARLEMENTAIRE D'AMITIÉ POUR UN PROCESSUS DE PAIX AU PAYS BASQUE

JOSEPH ZISYADIS
La Gauche/VD
Président du groupe.

JEAN-CLAUDE RENNWALD
PS/JU

JEAN-CHARLES RIELLE
PS/GE

FRANCINE JOHN-CALAME
VERTS/NE

CARLO SOMMARUGA
PS/GE
A quitté le groupe à la fin de l'année 2009.

CHRISTIAN LANZ/DR | GAETAN BALLY/KEYSTONE

TERRORISME

L'argent de l'ETA transite par la Suisse

La Suisse base arrière du terrorisme basque? Officiellement, les services de renseignement helvétiques ne souhaitent pas répondre à cette question. Et officieusement? Des langues se délient pour admettre que des surveillances ont bel et bien lieu dans notre pays, notamment dans les associations culturelles basques. Le contexte est tendu depuis que les terroristes du mouvement indépendantiste, harcelés par les Français dans le Sud-Ouest où ils avaient l'habitude de se replier, se déploient vers le nord de l'Europe et notamment en Savoie. Mais en l'état, rien ne dit que des terroristes de l'ETA soient actifs en Suisse, à la différence des membres de Batasuna, la vitrine politique du mouvement. Jon Andoni Lekue *(à gauche sur cette photo prise en 2008 à Berlin)*, un de ses porte-parole, a été vu à plusieurs reprises sous la Coupole fédérale. En revanche, la Suisse joue plus que jamais le rôle de plaque tournante financière pour l'ETA. Pour rappel, en 2008, le Ministère public de la Confédération avait ouvert deux enquêtes qui ont abouti à la confiscation de 4,8 millions de francs. Autre cas: en 2004 huit personnes établies en Suisse ont été accusées d'avoir blanchi 1,5 milliard de francs dans un trafic de cigarettes au profit de l'ETA.

DR

péens», admet Francine John-Calame (Verts/NE), qui a signé la déclaration en cinq point en compagnie de Josef Zisyadis, Jean-Claude Rennwald (PS/JU) et Jean-Charles Rielle (PS/GE) alors que les Verts Robert Cramer (GE) et Luc Recordon (VD) ont également fait part de leur intérêt. «Mais il est légitime de vouloir la paix même s'il y a un risque d'être instrumentalisé par l'une ou l'autre des parties. Nous devons aider à trouver une solution. Il faut un jour se serrer la main et se pardonner. En revanche, si nos partenaires devaient reprendre la violence, je laisserais tomber.»
Un discours que reprend en cœur Jean-Charles Rielle. «Je ne suis pas spécialiste de la question basque. Je constate juste que des peuples souffrent et je veux offrir mon aide. Tant que cela reste un débat constructif.» En toute indépendance? «Je n'ai reçu aucune consigne et je dois dire que je ne suis pas sensible aux pressions. D'où qu'elles viennent.»

Comme en Irlande. Un peu naïf tout de même comme démarche de vouloir régler un conflit vieux d'une cinquantaine d'années depuis Berne et surtout de croire que l'ETA puisse abandonner sa politique de la terreur? «La résolution du conflit en Irlande a commencé par une telle démarche», répond Josef Zisyadis. «Nous voulons aider la gauche indépendantiste basque à faire entendre sa voix. Et pour moi, il n'y a pas de honte à rencontrer des gens de Batasuna et à se rendre au Pays basque pour participer au processus de paix.»
Et tant pis si cela gâche les très bonnes relations entre l'Espagne et la Suisse. «Tant pis», sourit Josef Zisyadis. o

«UN ÉTAT DE DROIT NE NÉGOCIE JAMAIS AVEC LES TERRORISTES»

AMBASSADEUR ESPAGNOL. Fernando Riquelme Lidón estime que la création du Groupe parlementaire suisse d'amitié pour un processus de paix au Pays basque profite aux terroristes de l'ETA. Et non à la paix.

PATRICK VALLÉLIAN

Vous nous dites que la création du Groupe parlementaire suisse d'amitié pour un processus de paix au Pays basque qui a succédé en juin au groupe d'amitié «Suisse-Peuple basque» pose problème à l'Espagne. Pourquoi?
Nous réagissons parce que nous constatons un manque d'information sur la réalité de l'Espagne et du Pays basque de la part des membres de ce groupe. Et ce manque de connaissance pourrait profiter politiquement aux terroristes.

Mais en soi, vouloir promouvoir la paix, c'est plutôt un noble but?
Effectivement. Le problème, c'est que la création de ce groupe profite à la stratégie d'internationalisation de la question basque, voulue par les terroristes du mouvement séparatiste. Le groupe suisse s'est d'ailleurs calqué sur celui qui existe au Parlement européen. Or ce dernier semble être nettement influencé par la gauche indépendantiste basque qui soutient les terroristes.

En clair, nos parlementaires se font manipuler par l'ETA?
Disons que l'ETA profite de cette vitrine pour laisser entendre qu'elle entretient des relations officielles avec le Parlement suisse. Ce qui n'est pas vrai et cela nous le savons. Nous l'expliquons d'ailleurs en Espagne où on se pose beaucoup de questions.

Justement, quelle a été la réaction en Espagne?
L'incompréhension. Le conflit dans le Pays basque est une question de politique intérieure. Ensuite, nous ne comprenons pas pourquoi des parlementaires suisses qui affirment eux-mêmes ne pas avoir les moyens de s'occuper vraiment de cette question se lancent dans une initiative si équivoque.

Avez-vous contacté le Gouvernement suisse pour faire part de votre inquiétude?
Pas au sujet du nouveau groupe dont nous savons que le poids politique est limité. En revanche, notre ministre des Affaires étrangères, Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé, a évoqué la question du premier groupe «Suisse-Peuple basque» avec Micheline Calmy-Rey. Il lui a fait part de notre souci et de notre incompréhension. Ce que nous souhaitons faire savoir, c'est que son approche du conflit est erronée et qu'il y a un principe démocratique très simple: un Etat de droit ne négocie jamais avec des terroristes.

Votre réaction n'est-elle pas une manière aussi de rappeler à la Suisse que Batasuna *(la vitrine politique de l'ETA, ndlr)* est considérée comme une organisation terroriste dans toute l'Europe sauf dans notre pays?
Je ne veux pas me mêler des affaires helvétiques. Mais je me dis que si tout ce qui est légal en Europe l'est en Suisse, tout ce qui est illégal en Europe devrait l'être en Suisse également. o

PROFIL

DR

FERNANDO RIQUELME LIDÓN
Marié, père de trois enfants, l'ambassadeur d'Espagne en Suisse est né le 30 juillet 1947. Auteur de deux romans et d'un essai, il est en poste à Berne depuis 2007.